

ACCORD-CADRE DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

CCAP N° DIR-UDI-25-173 du 15 avril 2025

Acheteur

État – Ministère chargé des Transports – DIR Ouest

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur Le Directeur interdépartemental des routes Ouest par arrêté
du Préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de
sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, du 28 octobre 2024

Intitulé de l'accord-cadre

Maintenance préventive et curative
des installations du contrôle d'accès du Pont de Cheviré à Nantes (44)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>3</u>
1-1. Objet de l'accord-cadre.....	<u>3</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>3</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>5</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>5</u>
1-5. Obligation de confidentialité, mesures de sécurité et protection des données.....	<u>5</u>
1-6. Dispositions générales.....	<u>6</u>
1-7. Clauses de réexamen de l'accord-cadre public.....	<u>9</u>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	<u>9</u>
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	<u>10</u>
3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	<u>10</u>
3-2. Variation des prix.....	<u>11</u>
3-3. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>11</u>
ARTICLE 4. DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	<u>12</u>
4-1. Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution.....	<u>12</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>12</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>12</u>
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>13</u>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>13</u>
5-2. Avances.....	<u>13</u>
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE, PRISE EN CHARGE MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>14</u>
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	<u>14</u>
7-1. Période de préparation.....	<u>14</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>14</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>15</u>
7-4. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>16</u>
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>16</u>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>16</u>
8-2. Admission.....	<u>16</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>17</u>
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	<u>17</u>
ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>18</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet de l'accord-cadre

Les prestations, objet du présent accord-cadre, concernent : la maintenance préventive et curative des installations du contrôle d'accès du Pont de Cheviré à Nantes (44), ainsi que la fourniture de pièces de maintenance nécessaires à ce système.

Les équipements de terrain sont installés sur le périphérique de Nantes (RN844) entre les portes de Saint-Herblain et de Grand-Lieu, ainsi que sur les voies d'accès au périphérique au niveau des portes de Bouguenais et Estuaire. Les équipements réseaux et systèmes sont localisés en majeure partie au Centre d'Ingénierie et de Gestion du Trafic (CIGT) de la DIR Ouest à Nantes (3 impasse de la Bernardière).

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. – Représentation de l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre

Pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire : **le chef du service mobilité trafic ou son représentant** pour assumer les fonctions suivantes :

- a) réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine, ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG) ;

- d) suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- e) information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- f) vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. – Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers de l'accord cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution de l'accord-cadre à ce que les adresses mél indiquées dans les documents particuliers de l'accord-cadre puissent assurer des échanges en temps réel.

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le représentant de l'acheteur (RA) procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s), celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant. Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-2.3. – Réunions contractuelles

Une **réunion de lancement** est organisée, sous un mois à compter de la prise d'effet du contrat.

Une **réunion contractuelle** est organisée tous les ans entre l'acheteur et le titulaire, de manière concomitante avec une des deux réunions de préparation des maintenance préventive, afin de traiter notamment : le suivi administratif, le point sur les chantiers en cours et à venir, le point sur le fonctionnement de l'accord-cadre et les relations entre les parties.

Les réunions se dérouleront sur le site du CIGT de Nantes. Les comptes-rendus établis par le titulaire sont transmis pour validation à l'acheteur sous 5 jours ouvrés.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le chef du service mobilité trafic ou son représentant.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi 8 heures au vendredi 12 heures, par courriel. Le titulaire devra en accuser réception dans le délai maximum de 4 heures par retour de courriel.

Faute d'accusé de réception dans ce délai, le bon de commande sera notifié dans les formes prévues à l'article 1-2.2 du présent CCAP. Sans accusé de réception, le titulaire sera réputé avoir reçu la commande 24 heures après la date et heure d'envoi dans l'application.

Chaque bon de commande précise :

- la désignation et la catégorie des produits
- la quantité commandée par catégorie
- les prix unitaires
- le montant par catégorie de produits
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC
- le lieu d'exécution
- le délai d'exécution / de livraison
- la référence de l'accord-cadre
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Obligation de confidentialité, mesures de sécurité et protection des données

1-5.1. – Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.3 du CCAP.

1-5.2. – RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le RA est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent accord-cadre ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.3 du présent CCAP.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

1-6.1. – Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants. En cas d'infraction constatée, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG. En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

1-6.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

– Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au RA la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du bon de commande n°..... du ayant pour objet
Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »*

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

– Lutte contre les prestations de service internationales illégales

a/ désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent accord-cadre doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins ;
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants, quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie l'accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

1-6.3 – Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Les titulaires sont tenus de faire assurer à leurs frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels, objets et approvisionnements qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification de l'accord-cadre, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent déposer ces attestations dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure sur la plate-forme « e-attestations.com », pendant toute la durée de l'accord-cadre. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6.4 – Sous-traitance

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance à l'occasion de chaque commande.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-dessus.

1-6.5 – Changement de la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur. En cas de manquement à l'article 3.4.2 du CCAG (modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire), l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

1-6.6 – Clauses sociales et environnementales

1-6.6.1 – Clauses sociales

Sans objet.

1-6.6.2 – Clauses environnementales

L'ensemble des documents seront transmis par voie informatique. L'acheteur se réserve la possibilité de demander une impression papier de certains documents au format spécifique (autre que format commun A4 et A3).

Le nettoyage des installations et du site après chaque opération de maintenance devra être respectueux de l'environnement. Il est demandé au candidat d'assurer ou de faire assurer la valorisation ou l'élimination des déchets issus des diverses maintenances (toutes les pièces usagées, notamment les batteries) conformément à la réglementation en vigueur.

Un suivi durant l'exécution de l'accord-cadre des données issues du traitement des déchets issus des équipements électriques et électroniques (DEEE) doit être prévu annuellement (tonnage, valorisation associée, lieux de traitement, etc.). Les modes de traitement doivent notamment respecter la hiérarchie précisée à l'article L.541-1 du Code de l'environnement : préparation en vue de réutilisation - recyclage - autre valorisation – élimination. Un bilan est fourni par le titulaire à la fin de chaque année du contrat (dans un délai de 1 mois).

1-7. Clauses de réexamen de l'accord-cadre public

En cas d'abrogation de la circulaire du Premier ministre n° 6374/SG du 29 septembre 2022, relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, la formule de révision des prix suivante sera substituée à la formule prévue à l'article 3-2.4 ci-après : $C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 3 / I_0 - 3)$.

Cette nouvelle formule sera applicable à compter de la période de révision suivant la date d'effet de l'abrogation de la circulaire ci-dessus mentionnée.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- **l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- **le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- **le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG)**, approuvé par l'arrêté du 1^{er} avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- **le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- **le bordereau des prix.**

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-1.1 – Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix. Concernant les fournitures, les prix comprennent leur conditionnement et frais de port.

3-1.2 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord-cadre, sont exprimés hors TVA. Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le RA du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA. Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. Ce dernier règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-1.3 – Modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre

Les modalités de règlement de l'accord-cadre sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-1.4 – Modalités de transmission et de paiement

3-1.4.1 – Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles ici : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP, et :

- le numéro d'accord-cadre
- le numéro de SIRET de l'État : 110 002 011 00044
- le code du service exécutant de la dépense : CGFB200035
- le numéro d'engagement juridique (EJ) mentionné sur chaque bon de commande

3-1.4.2 – Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2. Variation des prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-2.2 et 3-2.3.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités ou retenues

3-2.1 – Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre qui sera mentionnée en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-2.2 – Choix de l'index de référence

L'index de référence I (publié sur le site internet de l'INSEE) choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est :

001565183 : Coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique

3-2.3 – Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule : $C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$

La périodicité de la révision est de 12 mois. La première révision est effectuée au mois anniversaire de la notification avec :

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois

Les prix révisés sont invariables pendant toute la période de reconduction. La révision s'applique à la date de signature de chaque bon de commande.

3-3. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent accord-cadre, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du bon de commande sont payées en totalité.
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord-cadre, empiète sur le montant sous-traité dans le cadre du bon de commande.

ARTICLE 4. DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent aussi dans l'acte d'engagement.

4-1.1. – Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification. Les commandes pourront être adressées à compter de cette date jusqu'à l'expiration de cette durée. L'accord-cadre est reconductible selon la périodicité suivante :

Période	durée
Période ferme	12 mois
Reconduction n°1	12 mois
Reconduction n°2	12 mois
Reconduction n°3	12 mois

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Si le RA ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit se prononcer au moins 1 mois avant la fin de la période en cours.

4-1.2. – Durée et délais d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande. La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord-cadre majorée de 6 mois.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées. Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée dès le premier jour de retard, et une pénalité forfaitaire de 100 € par jour supplémentaire de retard.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1 – Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des emplacements de l'acheteur. En cas de non remise en état des emplacements de l'acheteur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.2 – Pénalité pour non respect de l'obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu de respecter la confidentialité des informations portées à sa connaissance. En cas de non-respect, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-3.3 – Pénalité pour non respect des obligations RGPD

Le titulaire est tenu de respecter les obligations RGPD. En cas de non-respect, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-3.4 – Pénalité pour non remise du rapport d'intervention

En cas de non remise du rapport d'intervention dans le délai prévu à l'article 5.3.8 du CCTP à l'issue de chaque opération de maintenance, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.

4-3.5 – Pénalité pour non remise du bilan annuel sur la gestion des déchets

En cas de non remise du bilan annuel prévu à l'article 1-6.6 du présent CCAP dans le délai imparti, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.

4-3.6 – Pénalité pour non dépôt des pièces et attestations mentionnées à l'article 1-6

En cas de non dépôt des pièces et attestations mentionnées au 1-6 ci-dessus sur la plate-forme en ligne à l'adresse <http://www.e-attestations.fr>, une pénalité de 100 € par document, plafonnée à 500 € par an, sera appliquée.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 35 % du montant minimum initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1-4.2 ci-dessus compté à partir de la signature du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 50 % du montant minimum initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si l'accord-cadre est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification de la déclaration de sous-traitance par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE, PRISE EN CHARGE MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le titulaire doit être en capacité de prouver, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le titulaire doit être en capacité de prouver, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

7-1. Période de préparation

Sans objet.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1 – Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement. Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

7-3.2 – Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3 – Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Voir les stipulations du CCTP.

7-3.4 – Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le titulaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage
- les équipements de rangement
- les équipements de manutention
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages
- les protections
- les meubles vestiaires
- les matériels de télécommunication
- les tenues de travail
- les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie...)

7-3.5 – Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-3.6 – Prise en charge et restitution des installations

– **Prise en charge des installations** : Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution de la consistance des matériels ou équipements, objet de l'accord-cadre. Il déclare prendre en charge les installations sans réserve. La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

– **Restitution des installations** : Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'accord-cadre, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution de l'accord-cadre avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par l'acheteur. Le titulaire accepte pendant les 3 derniers mois de son accord-cadre la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération supplémentaire.

7-3.7 – Revendications des tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre. Si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7-4. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Voir article 3 du CCTP.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1 – Surveillance en usine

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser un contrôle de surveillance en usine.

8-1.2 – Vérifications quantitatives

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser une vérification quantitative sur site lors des opérations de maintenance préventive ou curative.

8-1.3 – Vérifications qualitatives

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser une vérification qualitative sur site lors des opérations de maintenance préventive ou curative.

8-1.4 – Essais

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser des essais sur site, à l'issue des opérations de maintenance préventive ou curative.

8-2. Admission

Après chaque opération de maintenance, l'admission des prestations est acquise dans un délai de 15 jours après remise du document de synthèse (cahier de recette) à l'issue d'une opération de maintenance préventive ou du compte-rendu d'intervention à l'issue d'une maintenance curative.

8-3. Garantie(s)

8-3.1 – Garantie des prestations

Conforme au CCAG.

8-3.2 – Garantie particulière

En cas de défaillance d'un ou plusieurs composants intégrés ou non à une carte ou à un circuit électronique d'un équipement, le titulaire devra, préalablement à toute action curative, s'être assuré auprès du fabricant des conditions et limites d'intervention afin de préserver la garantie des matériels.

Le titulaire reconnaît expressément que tout manquement de sa part aux recommandations du constructeur qui entraînerait une rupture ou une exception de garantie de la part de ce dernier lui serait imputable. Il en assumerait ainsi seul et pleinement la charge, notamment financière.

8-3.3 – Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du Code civil.

8-3.4 – Garantie constructeur

Le titulaire devra s'engager à fournir, pendant la période de garantie contractuelle, tous les éléments de matériels nécessaires à la maintenance et à l'extension des systèmes proposés, dans les limites des garanties « constructeur ». La garantie s'applique sur les éléments neufs posés en remplacement lors des maintenances ou après réparation.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le accord-cadre en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation de l'accord-cadre définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation de l'accord-cadre par décision de l'acheteur signataire de l'accord-cadre aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un accord-cadre, l'acheteur peut résilier le accord-cadre pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG. Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCAP 1-6.3	déroge à l'article	9-2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4-1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14-1.3 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	14-1.2 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41-2 du CCAG